Les Possibles — No. 30 Hiver 2021

Rationalisé, numérisé : la fin du travail ?

vendredi 14 janvier 2022, par Thomas Coutrot

« Le travail c'est fini ! Alors que la productivité à l'heure travaillée explose en France, (+759,3 % en soixante-cinq ans !), experts et économistes sont formels : dans les années qui viennent, 40 % des professions d'aujourd'hui auront disparu. Des millions d'emplois vont être supprimés, en France et dans le monde. »
« L'angle éco », émission présentée par François Lenglet sur France 2 le 17 octobre 2016 [1]

Ce « pitch » d'une émission de France 2 est représentatif du discours médiatique ordinaire y compris sur le service public de l'information. Malheureusement pour la qualité du service public (mais heureusement pour nous !), presque tout est faux dans ces quelques lignes. Je voudrais ici remettre en perspective les approximations et exagérations souvent véhiculées dans le discours ordinaire sur la « révolution numérique ».

Et pourtant elle ralentit !

Tout d'abord, une chose est claire : si les « experts et économistes sont formels », c'est pour dire que loin d'exploser, la productivité ne cesse de ralentir, en France comme ailleurs. De 5% par an dans les années 1950-60, son taux de croissance a chuté à 2% dans les années 1980-90 et moins de 1 % aujourd'hui [2] dans les pays riches. Quant aux emplois, loin de disparaître, ils n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui, en France et dans le monde : 3,29 milliards de personnes employées sur la planète, soit 22 % de plus qu'en 2000 [3].

Il est vrai que l'emploi a augmenté moins vite que la population mondiale : de ce fait le taux d'emploi a reculé de 2 points sur la décennie 2000. Il est vrai aussi que beaucoup des emplois créés sont précaires et de mauvaise qualité. Il est vrai enfin qu'on peut toujours montrer du doigt des secteurs, comme la banque aujourd'hui, où la technologie sert à détruire des emplois, même si ces suppressions proviennent au moins autant d'une adaptation assez banale face à une demande de crédit déprimée du fait de la crise et à une rentabilité affectée par la faiblesse des taux d'intérêt… Reste que nous sommes loin de l'effondrement annoncé.

Quant au chiffre de 40 % de professions condamnées, il provient d'une étude [4] très médiatisée mais à la validité scientifique douteuse, comme l'indique notamment le Conseil d'orientation de l'emploi [5]. À ce jour, au plan macroéconomique, la révolution numérique n'a toujours pas d'impact visible ni sur la productivité, ni sur l'emploi. Plus de vingt ans après la publication de son best-seller *La fin du travail* [6], les prédictions apocalyptiques de Jeremy Rifkin sont totalement infirmées.

Prenons l'exemple du commerce : depuis plus de quinze ans l'irruption de l'e-commerce, des caisses automatiques, des robots dans les plates-formes logistiques, font fantasmer une disparition de l'emploi dans ce secteur. Il est d'ailleurs vrai que la productivité y augmente plus vite qu'ailleurs (+3 % par an en France entre 1997 et 2007). Pourtant, l'emploi a lui aussi augmenté (+ 20 %), du fait du développement des réseaux de vente [7]. L'évolution du commerce confirme un fait connu des historiens : les phases d'accélération de la productivité coïncident en général avec une croissance encore plus rapide de la production, et donc une hausse de l'emploi. Le « chômage technologique » peut frapper certains métiers anciens mais n'a guère de réalité macroéconomique du fait de l'émergence de nouveaux métiers. Sur ce plan, les pays riches semblent être entrés dans une phase de stagnation longue de la production et de la productivité. L'emploi végète donc lui aussi, sans toutefois montrer de signes d'effondrement.

Evangélistes technologiques

Mais les pauvres chiffres des comptables nationaux ne pèsent pas lourd face aux scénarios apocalyptiques appuyés sur des exemples locaux montés en épingle par les prophètes du numérique - auteurs à succès, cabinets de consultants, *start-upers* surcotés en Bourse et médias complaisants [8].

Prophètes est bien le mot, puisque l'écosystème numérique lui-même a inventé le métier fascinant d' « évangéliste technologique », aujourd'hui très en vogue dans les entreprises *high tech*. L'évangéliste doit promouvoir « les innovations d'une entreprise auprès des communautés les plus influentes. Son objectif : instaurer de nouveaux standards sans passer par la case 'promotion commerciale', souvent jugée trop agressive » [9]…

L'écho que reçoivent les prophéties – euphoriques ou catastrophistes – de gourous intéressés ou incompétents est révélateur de l'inquiétude sociale face à l'avenir. Echo relayé à la légère par des esprits aussi éminents qu'André Gorz (« l'industrie post-fordiste est le fer de lance d'une transformation en

profondeur qui abolit le travail, abolit le salariat et tend à réduire à 2 % la part de la population active assurant la totalité de la production matérielle » [10]).

Au fond bien sûr, ce sont le chômage, la précarité et la dissolution du lien social qui angoissent le corps social. La technologie s'impose alors comme le coupable idéal : sa toute-puissance est profondément enracinée dans notre imaginaire collectif, celui du progrès qu'on « n'arrête pas ». Le déterminisme technologique est cette fable selon laquelle la science et la technique façonneraient notre avenir, pour le meilleur (pour les technophiles à la Jeremy Rifkin) ou pour le pire (selon les critiques de la technologie comme Jacques Ellul), au-delà des intentions humaines et des rapports de pouvoir. Marx lui-même l'a alimenté par son célèbre aphorisme de *Misère de la philosophie* (1847) : « le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur avec le capitalisme universel » : le déterminisme imprègne nos modes de pensée occidentaux de façon quasi-indélébile.

Accessoirement, le déterminisme, pessimiste ou optimiste, est bien commode au plan politique : la marche inéluctable (ou abominable) du progrès permet d'exonérer les décideurs qui, à la tête des entreprises et des gouvernements, orchestrent au quotidien la précarisation …

Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de contester qu'une vague d'innovations sans précédent s'organise autour des technologies des nano-composants et composants quantiques, de l'intelligence artificielle, des biotechnologies, etc. Les vraies questions sont ailleurs : hors des laboratoires et des expérimentations locales, ces technologies sont-elles réellement porteuses de gains massifs de productivité ? Peuvent-elles révolutionner les modes de vie autant que l'ont fait l'eau courante, l'électricité, l'automobile ou même – dans une moindre mesure – l'ordinateur ?

Personne n'a de certitudes mais Jean Gadrey, l'un des meilleurs connaisseurs de ces questions, nous invite à douter fortement [11]. Une chose au moins est certaine : la reprise de la croissance à un rythme même modéré n'est pas compatible avec l'état de la planète, en particulier en matière de changement climatique [12]. La quasi-totalité des économistes informés, orthodoxes ou non, sont d'accord à la fois sur le ralentissement tendanciel de la productivité et sur l'extrême difficulté d'un découplage total entre croissance et émissions de CO_2. L'explosion de la productivité et le caractère « immatériel » de la croissance numérique sont deux mythes démentis par les faits. Croire à l'évangile ou à l'enfer technologique relève de la foi plus que de la raison. Et pourtant, j'ai constaté à maintes reprises combien il est difficile de faire accepter ce doute par les étudiants ou le public des conférences. Après avoir abjuré devant l'Inquisition, Galilée aurait grommelé « et pourtant elle tourne ! ». De la productivité, on pourrait dire aujourd'hui « et pourtant elle ralentit » …

Fin du travail : l'erreur des Grundrisse

L'écho dans la gauche des prophètes du numérique alimente la popularité du revenu universel comme solution à la disparition redoutée ou souhaitée du travail. Dans leur critique de « l'illusion du plein-emploi », les partisans de la fin du travail se prévalent souvent de ce passage des *Grundrisse* [13] où Marx explique qu'avec le machinisme et la grande industrie, « le travail sous sa forme immédiate a cessé d'être la grande source de la richesse », qui résulte désormais des « puissances de la science et de la nature », du « savoir social général » [14].

De cette déconnexion supposée entre travail et richesse, André Gorz, Moshe Postone [15] et bien d'autres concluent à la nécessité d'un revenu de base déconnecté du travail. Toni Negri [16] n'en démord pas : le « travail cognitif » (fourni notamment sur Internet) n'a plus aucun rapport avec le travail salarié et le temps de travail ne détermine plus la valeur des marchandises. La richesse n'est plus créée par le travail des salarié·e·s dans les entreprises mais par l'activité immatérielle, créative, esthétique, symbolique, non mesurable, des individus dans leur vie quotidienne. La révolution technologique éliminerait le travail mais fournirait les richesses pour un revenu de base.

Jean-Marie Harribey signale à juste titre le caractère fautif de ces raisonnements : certes les gains de productivité font baisser la valeur contenue dans une marchandise donnée, mais loin d'être une réfutation, c'est précisément « la stricte confirmation de la loi de la valeur » [17]. Une heure de travail peut bien produire un volume croissant de richesses (matérielles), mais on produit toujours deux fois plus de richesses en deux heures qu'en une seule. La richesse n'a donc pas cessé de dépendre du temps de travail : la hausse de la productivité fait varier le rapport entre travail et richesse créée mais ne l'élimine aucunement. Rien n'est produit sans travail humain vivant : même dans les usines les plus automatisées, il faut des opérateurs pour mettre en route, surveiller et réparer les machines. Comme l'écrivait Simone Weil en parlant du progrès technique, « les propriétés de la matière aveugle et indifférente ne peuvent être adaptées aux fins humaines que par le travail humain » [18].

En outre la hausse de la productivité, loin d'aboutir à l'élimination du travail vivant, est allée historiquement de pair avec une croissance encore plus rapide de la production et donc une augmentation de l'emploi salarié au niveau mondial, bien loin de « l'écroulement de la production reposant sur la valeur d'échange » qu'annonçaient les *Grundrisse*. Et si aujourd'hui la croissance ralentit, la productivité aussi…

On peut aller encore plus loin dans la critique du texte de Marx, en remarquant qu'il confond richesse et valeur. Le capital ne s'intéresse pas à la richesse (matérielle) mais à la valeur (monétaire). Si l'on en croit Marx et sa « loi de la valeur » exposée dans *Le Capital*, la valeur des marchandises dépend du nombre d'heures de travail abstrait socialement nécessaires à leur production, quelle que soit la productivité physique des

machines. La valeur d'échange (dont la substance est le temps de travail abstrait) et la valeur d'usage (des produits concrets satisfaisant des besoins) ne sont aucunement commensurables. Il n'y a guère de sens, dans la logique-même de Marx, d'évoquer une « extraordinaire disproportion entre le temps de travail employé et son produit », comme le font les *Grundrisse* (mais pas *Le Capital,* œuvre de maturité) : comment parler d'une disproportion entre grandeurs incommensurables ?

La dure loi de la valeur, « moulin de discipline »

L'apport irremplaçable de Marx se situe bien plutôt dans son analyse de la loi de la valeur comme « dynamique immanente » du capitalisme [19]. Le capitaliste qui innove en premier bénéficie pendant un temps d'un surprofit grâce au fait qu'il produit en un temps de travail inférieur à la norme du moment : mais rapidement, les concurrents doivent adopter l'innovation ou périr (Postone parle de l'effet « moulin de discipline ») et la norme s'ajuste à la baisse (donc la productivité moyenne à la hausse) [20], jusqu'au prochain cycle d'innovation. Ce moulin de discipline (ou cette machine infernale) produit innovation, productivité et croissance quels qu'en soient les coûts pour les humains et la nature.

Il n'y a donc nulle raison de douter du dynamisme de l'innovation technologique dans le domaine du numérique, des biotechnologies, etc. Les performances - la « valeur d'usage », ou la « richesse » créée par les matériels et logiciels informatiques, ont formidablement augmenté depuis trente ans – tout comme les destructions et les déchets afférents. Mais en même temps, productivité oblige, leurs prix ont fortement chuté : leur valeur d'échange, la seule qui intéresse le capitalisme, n'a pas tellement augmenté. C'est d'ailleurs pourquoi, contrairement au discours convenu, l'investissement dans les technologies numériques n'a cessé de ralentir (en valeur monétaire) depuis 25 ans [21]. Et si l'informatique connaît d'énormes gains de productivité, ce n'est pas le cas de la plupart des autres secteurs, surtout dans les services.

Travail numérique, vraiment ?

A propos cette fois-ci du travail et non plus de l'emploi, la « révolution numérique » charrie aussi son lot d'approximations et de confusions. Le web et les réseaux sociaux seraient le lieu d'un « travail numérique » immatériel fourni par des milliards d'internautes que les GAFA (Google, Apple, Facebook, Amazon) s'approprieraient indûment. Par leur consommation culturelle et leurs interactions en ligne les internautes produiraient une « marchandise d'audience ». Leur « travail d'audience » nourrirait les fantastiques profits des multinationales du web [22].

Souvent brillantes et érudites, ces thèses ne sont pourtant pas convaincantes. Apple est une firme de matériel informatique et Amazon de commerce en ligne : pour l'essentiel elles exploitent de façon assez classique leurs salarié·e·s et leurs sous-traitants afin de tirer profit de la vente de produits et de services à des consommateurs. Google ou Facebook, eux, tirent très majoritairement leurs revenus de la vente d'espaces publicitaires en ligne à des annonceurs. Le génie des fondateurs de Google et de Facebook est d'avoir proposé les premiers un service (un moteur de recherche, un réseau social) gratuit et attractif, et d'avoir ainsi bénéficié à plein de l'effet de réseau [23] : mais les usagers ne travaillent aucunement pour Google ou Facebook quand ils font une recherche en ligne ou postent une vidéo. Au plan économique les revenus de ces firmes – 89% des 90 Milliards de dollars de chiffre d'affaires de Google - ne viennent pas du travail des internautes mais de la rente payée par les annonceurs. Qui aurait l'idée de dire que le spectateur de TF1 « travaille » pour Bouyghes quand il regarde une pub de Renault à la télé ? Ou que la personne qui fait du shopping à la recherche d'un pantalon à son goût « travaille » pour Zara ou Kiabi ? Bien sûr, grâce à nos clics de souris, Google et Facebook connaissent infiniment mieux nos goûts de consommateur-internaute et peuvent donc offrir aux annonceurs un ciblage bien plus précis que TF1. Mais nos clics restent une activité de recherche liée à notre consommation, non pas un travail.

Quant au travail cognitif, il n'a rien de nouveau ni d'immatériel : « il reflète simplement la division croissante du travail, la fragmentation des activités en différentes tâches, 'manuelles' et 'intellectuelles', de plus en plus éclatées géographiquement et attribuées à des travailleurs différents qui peuvent fort bien ignorer l'existence les uns des autres » [24]. Certes la proportion de travailleurs intellectuels (cadres, ingénieurs, informaticiens, spécialistes en communication ou publicité, etc.) augmente avec la polarisation des qualifications. Mais leur travail, loin de s'émanciper des contraintes matérielles, dépend toujours d'une base physique et énergétique fort imposante : ordinateurs, centrales électriques, *data centers*, câbles sous-marins, mines de métaux rares en Afrique, usines de montage en Asie… La consommation d'Internet représenterait déjà 10 % de la production mondiale d'électricité [25]. Et même l'usine la plus automatisée a besoin d'opérateurs pour surveiller et entretenir les robots.

Reste que le numérique permet la reproduction infinie à coût quasiment nul et le partage gratuit d'un certain nombre de produits techniques ou culturels (logiciels, musique, films, littérature, cours, photographie…), ou qu'Airbnb peut court-circuiter les groupes hôteliers en servant d'intermédiaire entre propriétaires et locataires de courte durée. Les prophètes y voient la fin du travail et du capitalisme [26], mais la réalité est moins dramatique. Il est vrai que les entreprises « classiques » des secteurs concernés doivent lutter pour survivre. Certaines disparaissent, d'autres semblent bien y parvenir, en monnayant l'accès à leurs produits via des plates-formes payantes de streaming pour les films (Netflix) ou la musique en ligne (Deezer, Spotify…). Le numérique est-il vraiment le bourreau du capitalisme ? Le mythe du déterminisme technologique a la vie dure, et les historiens sont précieux quand ils nous aident à

rejeter ces préjugés paresseux.

Aux origines politiques de la robotique

L'histoire politique des technologies est malheureusement une discipline sous-développée [27], à cause précisément de la puissance des idéologies jumelles du déterminisme technologique et de l'autonomie de la science. Peu de travaux approfondis décrivent comment les enjeux de pouvoir et de domination déterminent les tournants technologiques. David Noble a fait exception en retraçant l'introduction de la machine-outil à commande numérique (MOCN) aux États-Unis. Son passionnant travail de thèse [28], largement fondé sur les archives du MIT, lui a valu en 1982 d'être licencié… par le MIT et ceci malgré le soutien de la communauté des historiens.

La commande numérique constitue le début de la révolution robotique. Les MOCN incorporent un ordinateur qui détermine les mouvements des outils à la place des ouvriers. Noble montre comment plusieurs versions de cette innovation ont été inventées en même temps dans les années 1940. Ainsi la « programmation par apprentissage », une technologie peu coûteuse et efficace, « aurait laissé le contrôle de la programmation et de la production entre les mains des machinistes et des syndicats » [29]. Mais l'US Air Force, qui finance les recherches du MIT sur le sujet, privilégie un système dit « APT », « beaucoup trop sophistiqué pour la grande majorité de l'industrie métallurgique » mais plus en phase avec la « technophilie outrancière des militaires » et des ingénieurs. Ce choix qui, du fait de la puissance financière de l'armée, s'impose alors à toute l'industrie américaine, permet en outre de remplacer les ouvriers de métier de la métallurgie par des opérateurs plus dociles et moins qualifiés.

Dans cette affaire les syndicats ouvriers restent passifs. L'ingénieur Felix P. Caruthers a mis au point une technologie alternative, la commande Specialmatic, qui permet « d'augmenter les marges de manœuvre des machinistes et non de les mettre au pas en transférant toutes les lignes de vie ou de décisions au management » [30]. En 1960, devant le risque de marginalisation de son procédé, il propose une collaboration au syndicat des travailleurs de l'automobile (l'UAW). Mais celui-ci refuse, « sans doute réticent à disputer aux directions leur domaine réservé ». Déjà en 1949, Norbert Wiener, l'inventeur de la cybernétique, inquiet des conséquences de ses inventions sur l'emploi des ouvriers, avait proposé au président de l'UAW, Walter Reuthers, de l'aider à « prendre de vitesse les groupes industriels en s'intéressant à la production de ces machines de façon à ce que ce soit une organisation œuvrant pour la cause des travailleurs qui en tire profit » [31]. En vain. Il faudra attendre la fin des années 1960 et les révoltes des OS pour que l'organisation du travail et la technologie soient l'objet de luttes sociales, aux résultats d'ailleurs limités.

Mais si la robotique a été façonnée par la volonté patronale de contrôle, il n'en va pas de même pour Internet, l'innovation majeure de la fin du XXe siècle.

Internet, champ de luttes

Internet est fondamentalement ambivalent : le web permet aux firmes capitalistes de mobiliser un « cybertariat » précarisé et déqualifié. Mais aussi aux contributeurs de Wikipedia de collaborer à égalité pour produire une encyclopédie mondiale, gratuite et fiable. Même si elle est bien connue, il n'est pas inutile pour mon propos de revenir sur l'histoire du web.

A la différence de la robotique, l'essor d'Internet n'a pas été entièrement contrôlé par le lobby militaro-industriel. Certes, on retrouve à son origine, dans les années 1960, les mêmes acteurs que pour la commande numérique : l'US Air Force et le MIT [32]. L'ancêtre d'Internet, Arpanet, a été créé pour faciliter le partage des données entre les laboratoires travaillant pour l'armée de l'air américaine. Mais dès le milieu des années 1970, la communauté académique a pris les commandes : Internet a été ouvert à tous les scientifiques, dans une logique de bien commun partagé entre pairs.

C'est la micro-informatique décentralisée et anarchiste qui a permis le déploiement du web. Certains de ses pionniers sont devenus des milliardaires, mais la plupart étaient les héritiers de la contre-culture hippie des années 1960 [33] : « l'éthique hacker » aujourd'hui si présente sur le web repose sur le plaisir, la coopération, la gratuité, le partage. Le micro-ordinateur, loin d'être une innovation d'abord technologique, est né d'un projet politique radical en opposition à l'informatique lourde, militaire, capitaliste et centralisée, celle d'IBM. La *People's Computer Company,* une « compagnie d'ordinateurs pour le peuple » créé en 1970, visait à mettre l'ordinateur au service de la liberté plutôt que du contrôle. Ce fut une des premières organisations à reconnaître l'importance du langage de programmation Basic et à diffuser gratuitement des logiciels [34]. Quant à Stephen Wozniack et Steve Jobs, créateurs d'Apple, ils affirmaient lors de la sortie du premier Macintosh que "le principe de la démocratie tel qu'il s'applique à la technologie est : une personne, un ordinateur" [35].

Cette généalogie explique pourquoi la gouvernance d'Internet associe aujourd'hui des acteurs très divers : États, entreprises, associations, universitaires, experts usagers… dans un équilibre précaire mais qui perdure. Ainsi a été préservé le principe capital de la « neutralité du Net », aujourd'hui attaqué par Donald Trump : les opérateurs télécoms ne peuvent pas privilégier la diffusion sur le web des contenus qu'ils commercialisent mais doivent demeurer de simples transmetteurs d'information. Les tentatives répétées des GAFA d'obtenir le droit de commercialiser une bande passante spécifique, réservée à leurs clients, ont jusqu'ici échoué : la tarification de l'accès à Internet demeure indépendant du débit mobilisé par l'internaute, et le réseau ne donne aucune priorité aux contenus produits par les acteurs les plus puissants.

Internet n'est donc pas seulement un instrument de profit, c'est aussi un bien commun partagé par des milliards d'humains. Cette ambivalence en fait un champ de conflits permanents, où les multinationales ne font pas seules la loi : ainsi « l'accord commercial anti-contrefaçon » (ACTA), que plusieurs gouvernements avaient concocté en leur faveur, a été mis en échec en 2012 par la mobilisation de la société civile internationale – portée en France par la Quadrature du Net [36].

Que fait Internet au travail ?

Tout et son contraire ; le pire et le meilleur. On connaît Uber, le statut précaire et les rémunérations dérisoires de ses chauffeurs. Pire encore : Amazon Mechanical Turk (AMT), le Turc mécanique d'Amazon, cette plateforme sur laquelle peuvent s'inscrire travailleurs et entreprises. Celles-ci proposent à ceux-là des micro-tâches de quelques minutes, rémunérées quelques cents de dollar. Traduire un bout de texte, retranscrire un bout de conférence, reconnaître des chaînes de caractères, tagger des noms sur des photos… autant de tâches très peu qualifiées n'offrant ni statut ni protection sociale.

Chaque mois, environ 20 000 travailleurs sont actifs sur AMT [37], en grande majorité des femmes, en majorité états-uniennes mais aussi indiennes, pour un salaire le plus souvent inférieur au salaire minimum (7,25 $ par heure), sans aucune perspective de formation ni de promotion.

Si AMT se limite au travail en ligne, les plates-formes de *micro jobbing* offrant des prestations bien matérielles – bricolage, ménage, déménagement, assistant personnel) se multiplient elles aussi. A la différence des sites de petites annonces (comme Le Bon Coin, où l'on trouve également beaucoup d'offres de services), les plates-formes servent d'intermédiaire pour le paiement et se rémunèrent au pourcentage. Frizbiz se décrit ainsi : « d'un côté : des clients, qui ont besoin d'un service et qui souhaitent trouver un coup de main (exemples : repeindre un mur, monter un meuble, prendre des cours de cuisine, trouver de l'aide pour son déménagement, etc.). D'un autre : des prestataires (que l'on appelle ici *jobbers*) qui souhaitent mettre à disposition leurs compétences dans le but d'arrondir leurs fins de mois. Ils postent leurs offres en réponse aux besoins postés par les clients ». A l'issue de la prestation, le client note le *jobber* et réciproquement. De façon à créer une « communauté de confiance »…

Ces plates-formes sont le paradis terrestre du libéralisme le plus débridé : le marché du travail y ressemble au rêve du « marché de concurrence pure et parfaite » des manuels de microéconomie orthodoxe. Ni syndicats, ni cotisations, ni formalités, ni salaire minimum… TaskRabbit allait même jusqu'à laisser les contractants fixer la rémunération forfaitaire du service par un mécanisme d'enchères : la plate-forme jouait pour de vrai le rôle de ce « commissaire-priseur » assurant « l'équilibre général du marché », qu'imaginent les économistes néoclassiques dans leurs divagations théoriques.

Malheureusement pour eux, TaskRabbit a dû renoncer à ce mécanisme qui exaspérait les *taskers* et faisait perdre beaucoup de temps aux clients, pour revenir à des tarifs horaires plus standards… et un peu moins flexibles.

Économie collaborative ?

Cette « ubérisation » du marché du travail est souvent présentée comme un aspect de « l'économie collaborative » ou « du partage » promue par Internet. Mais il est fort contestable d'assimiler « gig economy » (économie des petits boulots) et « share economy » (économie du partage) : Uber, Amazon Mechanical Turk ou Microworkers opèrent selon une logique assez différente de BlaBlaCar, Ouicar ou Airbnb. Toutes utilisent la puissance du web pour mettre en relation une offre et une demande de services, mais les premières organisent une relation d'(hyper)exploitation salariale – nombre de « clients » d'AMT ou de Microworkers, loin d'être des particuliers, sont des entreprises à la recherche de main-d'œuvre corvéable à merci – alors que les secondes permettent la mise à disposition d'une valeur d'usage (transport, véhicule, logement…) moyennant un versement (participation aux frais ou loyer) de l'usager au propriétaire. Les premières sont des prédatrices du travail alors que les secondes organisent des services entre particuliers et permettent des rencontres.

Une analyse plus fine distinguerait encore, au sein des plates-formes de *jobbing*, celles (comme Uber) qui sont en fait les employeurs de leurs prestataires soi-disant indépendants, et celles (comme TaskRabbit) qui se contentent de servir d'intermédiaire dans une relation d'emploi triangulaire, du même type que les agences d'intérim. Les premières organisent le travail et fixent la rémunération, alors que les secondes laissent les contractants définir les termes de leur relation.

La situation ne justifie ni euphorie ni alarmisme excessifs : l'uberisation se développe vite mais ne concerne encore que quelques centaines de milliers de travailleurs. Ainsi aux États-Unis, patrie d'Uber, des chiffres exorbitants circulent à l'initiative de cabinets de consultants spécialisés, mais selon l'étude de loin la plus sérieuse [38], les grandes plates-formes de travail n'employaient en 2015 « que » 0,5 % des actifs (soit 750 000 personnes). C'est encore peu mais c'est déjà énorme si l'on remarque qu'on partait de zéro en 2012 ! Il est difficile de dire jusqu'où grimpera le phénomène. Il semble toutefois peu probable qu'il concerne à terme plus de quelques pourcents de la population active, en incluant les petits boulots de bricolage et de déménagements.

Cette face sombre du travail sur Internet ne saurait faire oublier les formidables potentialités de coopération horizontale et gratuite qu'offre aussi le web. On ne s'étendra pas ici sur les performances des logiciels libres (auxquelles Microsoft lui-même a rendu hommage en adhérant récemment à la Linux Foundation !), de Wikipédia ou de l'enseignement en ligne (MOOCs). Les sites « peer to peer » permettent des échanges sur

une échelle inédite d'informations, de textes, de musique, de photos, de vidéos, d'avis de consommateurs (TripAdvisor…). Dans une visée politique explicitement écologiste, le boom des sites de récupération (Co-Recyclage, Future of Waste…) et d'entraide à la réparation (Ifixit, Sosav, Repair-market, Repar-tout…) est lui aussi remarquable et pourrait jouer un rôle non négligeable dans la décroissance des consommations matérielles, plus sans doute que les sites de vente d'occasions (e-Bay, Leboncoin) qui peuvent entretenir le consumérisme en aidant les consommateurs aisés à renouveler fréquemment leurs achats pour n'avoir que du neuf…

Il y a donc une véritable escroquerie intellectuelle dans l'opération qui consiste à amalgamer, sous le nom « d'économie collaborative », des projets coopératifs et bénévoles avec des plates-formes semi-esclavagistes. Si on voit bien pourquoi Uber & alii ont tout intérêt à cette confusion, on comprend moins qu'elle soit entretenue par nombre d'experts, comme par exemple l'IGAS, la très sérieuse Inspection générale des Affaires Sociales [39]…

Avec les vraies plates-formes collaboratives, c'est-à-dire celles qui organisent des échanges entre pairs, se développent de nouvelles formes d'activité, non rémunérées mais créatrices de valeur d'usage et/ou économisant des ressources à grande échelle. Même les plates-formes capitalistes et rémunératrices de la *share economy* pourraient jouer un rôle social et écologique utile. On peut certes dire qu'« avant Airbnb, une chambre inoccupée à la maison était une 'chambre d'ami' ou une pièce libre pour un nouvel usage, c'est désormais un manque à gagner » [40]. Indiscutablement les plates-formes participent à la marchandisation de la vie quotidienne. Mais certains pratiquants apprécient les opportunités de rencontres et de convivialité qu'offrent les chambres d'hôtes. En outre BlaBlaCar ou Airbnb favorisent une utilisation plus intensive des véhicules ou des logements, ce qui permet des économies pour les propriétaires et réduit les besoins en investissements pour les transports ou le tourisme. Ces ressources économisées iront-elles financer l'achat de nouveaux smartphones ou de billets d'avion exotiques, ou bien accompagneront-elles une réduction du temps de travail et de notre empreinte écologique ? Ce sera à nous d'en décider, individuellement et collectivement. En tout cas, si la révolution numérique n'a pas, à ce jour, massivement éliminé le travail, elle est en train, sous l'influence du capital, d'en transformer profondément les formes et d'accélérer la pénétration du marché dans nos vies, tout en dégageant des espaces sans précédent pour la libre association des producteurs.

Ce texte est extrait, avec l'autorisation de l'auteur, de son livre *Libérer le travail, Pourquoi le gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Paris, Seuil, 2018.

Notes

[1] Voir ici.

[2] G. Cette, « Croissance de la productivité : quelles perspectives pour la France ? », France Stratégie, septembre 2013.

[3] Bureau International du Travail, *World Employment Social Outlook, Trends 2017*, International Labour Office – Geneva : ILO, 2017.

[4] C.B. Frey, M.A. Osborne, "The future of employment : how susceptible are jobs to computerisation ?", Oxford University Program on the Impacts of Future Technology, September 2013. Le chiffre cité par l'étude est d'ailleurs 47% (pas 40%).

[5] Conseil d'Orientation de l'Emploi, « Automatisation, numérisation et emploi », janvier 2016.

[6] La Découverte, 1997.

[7] L. Turner, « La productivité dans le commerce : l'impact du renouvellement des entreprises, de l'innovation et de l'appartenance à un réseau », in *Les entreprises en France*, Insee, 2013.

[8] Leur pape est bien sûr Jeremy Rifkin, mais en France on peut citer Bernard Stiegler, Nicolas Colin,…

[9] H. Levesque, « Nouveau métier du digital : évangéliste technologique ", 10/09/2014.

[10] A. Gorz, *Misères du présent, richesse du possible*, Galilée 1997, p. 80. Heureusement André Gorz a apporté bien d'autres éléments

de réflexion plus pertinents sur le travail…

[11] Jean Gadrey, *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Les Petits matins, 2010.

[12] M. Husson, « Un abaque climatique », note hussonet n°89, 20 Août 2015.

[13] K. Marx, Manuscrits de 1857-1858 (« Grundrisse »), Les Éditions sociales, Paris, 2011 ; rappelons qu'il s'agit d'un manuscrit non publié, rédigé en 1864, soit avant le Capital.

[14] *Grundrisse*, *op. cit.,* p. 660-662.

[15] Postone est l'auteur d'une brillante réinterprétation de Marx (*Temps, travail et domination sociale*, Mille et Une Nuits, 2009 (1993)) sur laquelle je m'appuierai plus loin (chapitre 8).

[16] M. Hardt, A. Negri, *Commonwealth*, Stock, Paris, 2012

[17] J.M. Harribey, « Ambivalence et dialectique du travail. Remarques sur le livre de Moishe Postone, Temps, travail et domination sociale », *Contretemps*, Nouvelle série, n° 4, 4e trimestre 2009.

[18] S. Weil, *Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale,* 1934, p. 22.

[19] Postone, *op. cit.,* p. 426.

[20] Curieusement, Postone nie le rôle central de la concurrence dans le fonctionnement de la loi de la valeur, ce qui lui permet de prétendre que les économies étatisées (telle l'URSS) étaient aussi soumises à cette loi.

[21] J. G. Fernald, « Productivity and Potential Output Before, During, and After the Great Recession », Federal Reserve Bank San Francisco, 2014 ; M. Husson, « 'Stagnation séculaire' ou 'croissance numérique' ? », janvier 2016..

[22] D.W. Smythe, « On the audience commodity and its work », in M.G. Duncan , D.M. Kellner, *Media and cultural studies*, Blackwell, 1981 ; E. Fisher, C. Fuchs, *Reconsidering Value and Labour in the Digital Age*, Palgrave Macmillan, 2015.

[23] Selon Wikipédia, « l'effet de réseau (ou effet-club) est le phénomène par lequel l'utilité réelle d'une technique ou d'un produit dépend de la quantité de ses utilisateurs. Un effet de réseau est donc un mécanisme d'externalité économique ». Plus Facebook a d'utilisateurs, plus il est intéressant d'y être connecté, ce qui évince les sites de réseaux sociaux concurrents.

[24] U. Huw, *Labor in the global digital economy. The cybertariat comes of age*, Monthly Review Press, 2014, p.157.

[25] M.P. Mills, « The cloud begins with coal. Big data, big networks, big infrastructure and big power. An overview of the electricity used by the global digital ecosystem », 2013.

[26] J. Rifkin, *La nouvelle société du coût marginal zéro*, Les Liens qui libèrent, 2014. Pour une salutaire démystification, voir J. Gadrey, « Jeremy Rifkin, l'Internet des objets et la société des Barbapapa »,

[27] C. Bonneuil, P.-B. Joly, *Sciences, techniques et société*, La Découverte, 2013. Voir aussi D. Edgerton, *Quoi de neuf ? Du rôle des techniques dans l'histoire globale*, Seuil, 2013 [2008], pour voir comment les usages des technologies résultent de processus politiques et sociaux non déterminés *a priori*.

[28] D. F. Noble, *Forces of production : a social history of industrial automation,* Knopf, 1984.

[29] D.F. Noble, *Le progrès sans le peuple*, Agone, 2016, p. 195. Le texte ici cité est la déposition de Noble devant le sous-comité de la politique industrielle du Congrès des États-Unis en 1983.

[30] D.F. Noble,
op. cit., p. 137.

[31] « Lettre de Norbert Wiener à Walter Reuther, président du syndicat des ouvriers de l'industrie automobile américain », reproduite *in* D.F. Noble, *op. cit*., p. 223.

[32] B. M. Leiner, V. G. Cerf, D. D. Clark, R. E. Kahn, L. Kleinrock, D. C. Lynch, J. Postel, L. G. Roberts, S. Wolff, *Un bref historique de l'Internet,*.

[33] F. Turner, *Aux sources de l'utopie numérique. De la contre-culture à la cyberculture : Stewart Brand, un homme d'influence*, C&F Editions, 2012.

[34] S. Levy, *Hackers : heroes of the computer revolution,* Anchor Press/Doubleday, 1984.

[35] D. Carré, « Des dégâts du progrès... au marketing de l'usage. Revirement de perspective en matière de critique sociale dans le champ "Informatique et société" », Terminal, Hiver 2005-2006.

[36] http://www.laquadrature.net/fr/ACTA

[37] H. Reese, N. Heath, *Inside Amazon's clickworker platform : How half a million people are being paid pennies to train AI*, http://www.techrepublic.com/

[38] D. Farrell, F. Greig, "Paychecks, paydays, and the online platform economy. Big data on income volatility", J.P. Morgan & co. Institute, Février 2016. Une autre étude sérieuse (L. Katz, A. Krueger, "The rise and nature of alternative work arrangements in the United States, 1995-2015",) trouve exactement le même résultat.

[39] N. Amlar, L.C. Viossat, « Les plates-formes collaboratives, l'emploi et la protection sociale », IGAS, 2016.

[40] Le Comité invisible, *Maintenant,* La Fabrique, 2017